

FAITS ET DOCUMENTS

LISTE DES ÉTATS PARTIES AUX CONVENTIONS DE GENÈVE DU 12 AOÛT 1949

Liste arrêtée au 30 juin 1982

Nous donnons ci-dessous la liste, établie par ordre chronologique, des Etats qui sont Parties aux Conventions de Genève du 12 août 1949, par suite d'une ratification, d'une adhésion ou d'une déclaration de succession, déposée auprès du Gouvernement suisse jusqu'au 30 juin 1982.

Le nom des Etats est indiqué ici en abrégé; le nom officiel des Etats peut être quelquefois différent de celui de notre liste. Le numéro d'ordre, dans la première colonne, n'a pas de signification particulière et n'a été mis que pour faciliter la référence.

Dans la troisième colonne, on trouvera la date officielle des ratifications, adhésions ou déclarations de succession; et dans la quatrième colonne, on indique, par une initiale, le type de l'acte officiel reçu à Berne: R — ratification; A — adhésion; S — déclaration de succession.

Une telle déclaration de succession signifie que les Conventions de Genève, appliquées dans ce pays en vertu de la ratification ou de l'adhésion donnée par l'Etat dont il dépendait, continuent, par sa propre déclaration, à lier le nouvel Etat, depuis le jour de son indépendance. Dans la quatrième colonne, après la lettre S, une date indique à quel moment la déclaration de succession a pris effet.

Le mot « Réserves », dans la dernière colonne, signale si l'Etat signataire a fait des réserves à l'application des Conventions de Genève sur son territoire.

Un tableau succinct, par ordre alphabétique, est donné ensuite. Le chiffre qui suit le nom d'un Etat correspond au numéro d'ordre de la liste chronologique.

		DATE OFFICIELLE DES RATIFICATIONS, ADHÉSIONS, OU DÉCLARATIONS DE SUCCESSION	TYPE DE L'ACTE OFFICIEL REÇU	RÉSERVES FAITES
1950				
1	Suisse	31 mars	R	
2	Yougoslavie	21 avril	R	Réserves
3	Monaco	5 juillet	R	
4	Liechtenstein	21 septembre	R	
5	Chili	12 octobre	R	
6	Inde	9 novembre	R	
7	Tchécoslovaquie	19 décembre	R	Réserves
1951				
8	Saint-Siège	22 février	R	
9	Philippines	Conv. I 7 mars	R	
		Conv. II, III, IV 6 octobre (1952)	R	
10	Liban	10 avril	R	
11	Jordanie	29 mai	A	
12	Pakistan	12 juin	R	Réserves
13	Danemark	27 juin	R	
14	France	28 juin	R	
15	Israël	6 juillet	R	Réserves
16	Norvège	3 août	R	
17	Italie	17 décembre	R	
1952				
18	Rép. Sud-Africaine	31 mars	A	
19	Guatemala	14 mai	R	
20	Espagne	4 août	R	Réserves
21	Belgique	3 septembre	R	
22	Mexique	29 octobre	R	
23	Egypte	10 novembre	R	
1953				
24	Japon	21 avril	A	
25	Salvador	17 juin	R	
26	Luxembourg	1 ^{er} juillet	R	
27	Autriche	27 août	R	
28	Saint-Marin	29 août	A	
29	Syrie	2 novembre	R	
30	Nicaragua	17 décembre	R	
31	Suède	28 décembre	R	

1954

32	Turquie	10 février	R	
33	Libéria	29 mars	A	
34	Cuba	15 avril	R	
35	URSS	10 mai	R	Réserves
36	Roumanie	1 ^{er} juin	R	Réserves
37	Bulgarie	22 juillet	R	Réserves
38	Ukraine	3 août	R	Réserves
39	Biélorussie	3 août	R	Réserves
40	Pays-Bas	3 août	R	Réserves
41	Hongrie	3 août	R	Réserves
42	Equateur	11 août	R	
43	Rép. féd. d'Allemagne	3 septembre	A	
44	Pologne	26 novembre	R	Réserves
45	Thaïlande	29 décembre	A	

1955

46	Finlande	22 février	R	
47	Etats-Unis d'Amérique	2 août	R	Réserves

1956

48	Panama	10 février	A	
49	Venezuela	13 février	R	
50	Irak	14 février	A	
51	Pérou	15 février	R	
52	Libye	22 mai	A	
53	Grèce	5 juin	R	
54	Maroc	26 juillet	A	
55	Argentine	18 septembre	R	
56	Afghanistan	26 septembre	R	
57	Laos	29 octobre	A	
58	Rép. dém. allemande	30 novembre	A	Réserves
59	Rép. pop. de Chine	28 décembre	R	Réserves

1957

60	Iran	20 février	R	
61	Haïti	11 avril	A	
62	Tunisie	4 mai	A	
63	Albanie	27 mai	R	Réserves
64	Viet Nam	28 juin	A	Réserves
65	Brsil	29 juin	R	
66	Rép. dém. pop. de Corée	27 août	A	Réserves
67	Royaume Uni	23 septembre	R	
68	Soudan	23 septembre	A	

1958

69	Rép. Dominicaine	22 janvier	A
70	Ghana	2 août	A
71	Indonésie	30 septembre	A
72	Australie	14 octobre	R
73	Cambodge	8 décembre	A
74	Mongolie	20 décembre	A

1959

75	Sri Lanka Conv. IV	23 février	A
	Conv. I, II, III	28 février	R
76	Nouvelle-Zélande	2 mai	R

1960

77	Algérie	20 juin	A
----	---------	---------	---

1961

78	Zaïre	20 février	S — effet dès 30. 6.60
79	Portugal	14 mars	R
80	Nigéria	9 juin	S — effet dès 1.10.60
81	Paraguay	23 octobre	R
82	Haute Volta	7 novembre	S — effet dès 5. 8.60
83	Colombie	8 novembre	R
84	Bénin	14 décembre	S — effet dès 1. 8.60
85	Côte d'Ivoire	28 décembre	S — effet dès 7. 8.60

Réserves

1962

86	Togo	6 janvier	S — effet dès 27. 4.60
87	Chypre	23 mai	A
88	Somalie	12 juillet	A
89	Malaisie	24 août	A
90	Irlande	27 septembre	R
91	Mauritanie	27 octobre	S — effet dès 28.11.60
92	Tanzanie	12 décembre	S — effet dès 9.12.61

1963

93	Sénégal	23 avril	S — effet dès 20. 6.60
94	Trinité et Tobago Conv. I	17 mai	A
	Conv. II, III, IV	24 septembre	A
95	Arabie Saoudite	18 mai	A
96	Madagascar	13 juillet	S — effet dès 26. 6.60
97	Cameroun	16 septembre	S — effet dès 1. 1.60

1964

98	Népal	7 février	A	
99	Ruanda	21 mars	S — effet dès	1. 7.62
100	Niger	16 avril	S — effet dès	3. 8.60
101	Ouganda	18 mai	A	
102	Jamaïque	17 juillet	S — effet dès	6. 8.62

1965

103	Gabon	20 février	S — effet dès	17. 8.60
104	Canada	14 mai	R	
105	Mali	24 mai	A	
106	Sierra Leone	31 mai	S — effet dès	27. 4.61
107	Islande	10 août	A	
108	Honduras	31 décembre	A	

1966

109	Rép. Centrafricaine	1 ^{er} août	S — effet dès	13. 8.60
110	Rép. de Corée	16 août	A	
111	Kenya	20 septembre	A	
112	Gambie	11 octobre	S — effet dès	18. 2.65
113	Zambie	19 octobre	A	

Réserves

1967

114	Congo (Brazzaville)	30 janvier	S — effet dès	15. 8.60
115	Koweït	2 septembre	A	

1968

116	Malawi	5 janvier	A	
117	Botswana	29 mars	A	
118	Lesotho	20 mai	S — effet dès	4.10.66
119	Guyane	22 juillet	S — effet dès	26. 5.66
120	Malte	22 août	S — effet dès	21. 9.64
121	Barbade	10 septembre	S — effet dès	30.11.66

1969

122	Uruguay	5 mars	R	Réserves
123	Ethiopie	2 octobre	R	
124	Costa Rica	15 octobre	A	

1970

125	Rép. Arabe du Yémen	16 juillet	A	
126	Tchad	5 août	A	
127	Maurice	18 août	S — effet dès	12. 3.68

		1971		
128	Fidji	9 août	S — effet dès 10.10.70	
129	Bahrein	30 novembre	A	
130	Burundi	27 décembre	S — effet dès 1. 7.62	
		1972		
131	Bangladesh	4 avril	S — effet dès 26. 3.71	
132	Emirats Arabes Unis	10 mai	A	
		1973		
133	Singapour	27 avril	A	
134	Swaziland	28 juin	A	
		1974		
135	Oman	31 janvier	A	
136	Guinée-Bissau	21 février	A	Réserves
		1975		
137	Bahamas	11 juillet	S — effet dès 10. 7.73	
138	Qatar	15 octobre	A	
		1976		
139	São Tomé-et-Principé	21 mai	A	
140	Papouasie-Nouvelle-Guinée	26 mai	S — effet dès 16. 9.75	
141	Surinam	13 octobre	S — effet dès 25.11.75	
142	Bolivie	10 décembre	R	
		1977		
143	Rép. dém. pop. du Yémen	25 mai	A	
		1978		
144	Djibouti Conv. I	26 janvier	S — effet dès 27. 6.77	
	Conv. II, III, IV	6 mars	S — effet dès 27. 6.77	
145	Tonga	13 avril	S — effet dès 4. 6.70	
		1981		
146	Tuvalu	19 février	S — effet dès 1.10.78	
147	Saint-Vincent-et-Grenadines	1 ^{er} avril	A	
148	Grenade	13 avril	S — effet dès 7. 2.74	
149	Iles Salomon	6 juillet	S — effet dès 7. 7.78	
150	Sainte-Lucie	18 septembre	S — effet dès 22. 2.79	
151	Commonwealth de la Dominique	28 septembre	S — effet dès 3.11.78	

Au 30 juin 1982, 151 Etats étaient Parties aux Conventions de Genève du 12 août 1949.

TABLEAU ALPHABÉTIQUE

Afghanistan	56	Gabon	103	Népal	98
Afrique du Sud	18	Gambie	112	Nicaragua	30
Albanie	63	Ghana	70	Niger	100
Algérie	77	Grèce	53	Nigéria	80
Allemagne (Rép. féd.)	43	Grenade	148	Norvège	16
Allemagne (Rép. dém.)	58	Guatemala	19	Nouvelle-Zélande	76
Arabie Saoudite	95	Guinée-Bissau	136		
Argentine	55	Guyane	119	Oman	135
Australie	72			Ouganda	101
Autriche	27				
		Haïti	61		
Bahamas	137	Haute-Volta	82	Pakistan	12
Bahrein	129	Honduras	108	Panama	48
Bangladesh	131	Hongrie	41	Papouasie-Nouvelle- Guinée	140
Barbade	121			Paraguay	81
Belgique	21	Iles Salomon	149	Pays-Bas	40
Bénin	84	Inde	6	Pérou	51
Biélorussie	39	Indonésie	71	Philippines	9
Bolivie	142	Irak	50	Pologne	44
Botswana	117	Iran	60	Portugal	79
Brésil	65	Irlande	90		
Bulgarie	37	Islande	107		
Burundi	130	Israël	15	Qatar	138
		Italie	17		
Cambodge	73			Rép. Centrafricaine	109
Cameroun	97	Jamaïque	102	Rép. Dominicaine	69
Canada	104	Japon	24	Roumanie	36
Chili	5	Jordanie	11	Royaume-Uni	67
Chine (Rép. pop.)	59			Ruanda	99
Chypre	87				
Colombie	83	Kenya	111	Sainte-Lucie	150
Congo	114	Koweït	115	Saint-Marin	28
Corée (Rép.)	110			Saint-Siège	8
Corée (Rép. dém. pop.)	66			Saint-Vincent et Grenadines	147
Costa Rica	124	Laos	57	Salvador	25
Côte d'Ivoire	85	Lesotho	118	Sao Tomé-et-Principé	139
Cuba	34	Liban	10	Sénégal	93
		Libéria	33	Sierra Leone	106
Danemark	13	Libye	52	Singapour	133
Djibouti	144	Liechtenstein	4	Somalie	88
Dominique	151	Luxembourg	26	Soudan	68
(Commonwealth)				Sri Lanka	75
Egypte	23	Madagascar	96	Suède	31
Emirats arabes unis	132	Malaisie	89	Suisse	1
Equateur	42	Malawi	116	Surinam	141
Espagne	20	Mali	105	Swaziland	134
Etats-Unis	47	Malte	120	Syrie	29
Ethiopie	123	Maroc	54		
		Maurice	127		
Fidji	128	Mauritanie	91	Tanzanie	92
Finlande	46	Mexique	22	Tchad	126
France	14	Monaco	3	Tchécoslovaquie	7
		Mongolie	74	Thaïlande	45

Togo	86	Ukraine	38	Yémen (Rép. arabe)	125
Tonga	145	URSS	35	Yémen (Rép. dém. pop.)	143
Trinité-et-Tobago	94	Uruguay	122	Yougoslavie	2
Tunisie	62				
Turquie	32	Venezuela	49	Zaïre	78
Tuvalu	146	Viet Nam	64	Zambie	113

Tables rondes sur les réfugiés à San Remo

En juin 1981 et en avril 1982 se sont tenues à San Remo, organisées par l'Institut international de droit humanitaire, deux Tables rondes sur les problèmes des réfugiés. Les sujets débattus étaient complémentaires : en 1981, on a examiné les problèmes qu'entraîne l'arrivée massive de personnes en quête d'asile ; en 1982, on a étudié les causes produisant des exodes de réfugiés.

Les discussions de la Table ronde de 1982 sont parties du fait que jusqu'à présent on s'est presque exclusivement concentré sur les situations d'exodes en cours ou passées, afin d'apporter une aide aux victimes. C'était encore le centre des travaux lors de la Table ronde de 1981. Le moment est cependant venu de s'attaquer aux causes de ces exodes, qui sont, principalement, la violation des droits de l'homme, les conflits armés, l'occupation étrangère, les facteurs sociaux-économiques.

Les travaux des Tables rondes de San Remo se rangent dans une ligne générale de préoccupations qui se manifestent actuellement dans le monde en face des problèmes des réfugiés. En effet, une série d'initiatives à ce sujet ont été présentées ces dernières années à l'ONU. Elles portaient sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés, les droits de l'homme et les exodes massifs, le renforcement de la capacité du système des Nations Unies pour faire face aux catastrophes naturelles et autres situations revêtant le caractère